

La place de la bureaucratie soviétique dans l'économie capitaliste du glaci.

Il est évident que Marcoux confond l'effet avec la cause quand il prétend que la bureaucratie n'a « aucun intérêt à l'assimilation » du fait qu'elle est entrée en possession de la « succession allemande » dans les pays ex-satellites de l'Allemagne et qu'elle joue, de ce fait, le rôle de « banquier, industriel, etc. » dans ces pays. En effet, l'assimilation structurelle de ces pays, si elle était possible permettrait à la bureaucratie de prendre la « succession » non seulement de l'impérialisme allemand, mais aussi de la bourgeoisie indigène. Ce rôle de banquier, d'industriel, etc., la bureaucratie ne le joue dans ces pays du glaci parce qu'elle se sait INCAPABLE de les assimiler et d'y détruire complètement le capitalisme. Elle préfère, naturellement, avec son empirisme « réaliste », prendre la moitié au lieu de ne rien prendre du tout. Mais qui serait assez naïf de croire qu'elle ne veut pas le tout parce qu'elle a déjà la moitié ? Regardons maintenant de plus près quelle est la position exacte de la bureaucratie soviétique dans l'économie capitaliste des pays du glaci.

La bureaucratie soviétique a pris dans les pays ex-satellites de l'Allemagne, ainsi qu'en Autriche et en sa zone d'occupation « la succession du grand capitalisme allemand ». Cette succession prend la forme de la propriété soviétique comme telle (« Sowjetische Aktiengesellschaften » S.A. Soviétiques), celle d'une participation de l'Etat russe à des sociétés mixtes, etc. Considéré du point de vue de l'économie des pays occupés, il est incontestable que la bureaucratie « est devenu banquier, industriel et commerçant » dans ces pays. Il n'en découle pourtant pas, comme le pense Marcoux, que « la propriété soviétique en Allemagne a donc le même caractère qu'avait hier la propriété allemande en Pologne ». Cette identité est toute formelle, car :

1° L'Allemagne étant un pays capitaliste, la « propriété allemande des moyens de production en Pologne » avait comme premier but de rapporter du profit, soit aux capitalistes privés, soit au Treuhändergesellschaften, soit à l'Etat (bourgeois allemand). Les Sowjetische Aktiengesellschaften ne fonctionnent pas dans le but d'obtenir une masse aussi grande que possible de profit, mais dans celui d'obtenir une masse aussi grande que possible de produits, nonobstant la question de la rentabilité. Les profits capitalistes dépendent en premier lieu de la valeur de la production et de la réalisation de la plus-value ; les privilèges de la bureaucratie sont déterminés avant tout par la quantité des marchandises et par les normes inégales (et pour cette raison « bourgeoises ») que la bureaucratie impose à leur distribution. Il en résulte des différences absolument fondamentales du point de vue du développement des forces productives ;

2° L'Allemagne étant un pays capitaliste, l'intégration du produit de la propriété allemande en Pologne dans le circuit des marchandises, des capitaux et de la plus-value s'est faite d'après le mécanisme absolument normal de l'économie capitaliste. Mais l'U.R.S.S. est un pays à propriété collectivisée des moyens de production et à l'économie planifiée. L'économie de la zone occupée allemande n'est pas une économie planifiée ni une économie dans laquelle le secteur privé joue un rôle secondaire, bien au contraire. Les salaires payés aux ouvriers allemands, par exemple, ne peuvent pas être calculés sur la base des prévisions du plan quinquennal russe, mais doivent se calculer sur la base des prix, avant tout des prix agricoles allemands, qui dépendent en premier lieu des conditions du marché allemand. D'autre part, des salaires payés par l'Etat russe aux ouvriers allemands qui travaillent dans les usines, propriété russe, ne retournent pas dans le circuit des marchandises planifiées dans le cadre de l'économie russe. Ils font pratiquement partie intégrante du circuit de marchandises privées en Allemagne. Cet exemple montre clairement comment le caractère socialement différent de l'économie soviétique par rapport à l'économie capitaliste donne à la propriété russe dans les pays capitalistes un caractère tout à fait particulier. Pratiquement, sur les bilans des plans quinquennaux, les produits et le rapport des usines « russes » en Allemagne doivent être inscrits sous le secteur « commerce extérieur » et les dépenses en salaires, transport, achat de matières premières, etc., doivent être considérées comme les dépenses pour l'acquisition des marchandises produites par les ouvriers allemands.

ALORS QUE LA PROPRIÉTÉ ALLEMANDE EN POLOGNE S'INTÉGRAIT ENTIÈREMENT DANS L'ÉCONOMIE ALLEMANDE, LA PROPRIÉTÉ RUSSE EN ALLEMAGNE

Les rapports entre la bureaucratie et la bourgeoisie des pays du « glaci »

L'analyse de Marcoux se base essentiellement sur deux considérations : celle du « rôle de banquier, industriel et commerçant » que joue le Kremlin dans les pays ex-satellites et celle de l'hypothèse pratiquement permanente que l'Etat russe a

NE PEUT S'INTÉGRER DANS L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE DE FAÇON COMPLÈTE QU'À CONDITION QUE L'ASSIMILATION STRUCTURELLE DE LA ZONE OCCUPÉE AVEC L'U.R.S.S. SE RÉALISE COMPLÈTEMENT. Mais alors que la propriété allemande en Pologne restait intégrée en même temps dans l'économie polonaise, la propriété soviétique en Allemagne, tout en ne s'intégrant pas dans l'économie soviétique, se détache de plus en plus de l'économie allemande. La « NZZ » du 15 août 1947 cite une décision récente de l'administration militaire en zone soviétique, détachant même formellement les SAG de la « planification » allemande (qui elle-même n'a d'autres buts que d'augmenter les ressources russes). La propriété soviétique en Allemagne apparaît ainsi suspendue dans l'air entre deux régimes sociaux, et exprime le plus nettement à la fois la tendance à l'assimilation inhérente dans la politique stalinienne et l'incapacité de la réaliser.

Ceci ne sont pas des constatations « académiques », mais une analyse nécessaire pour comprendre que l'« exploitation » et le « pillage » rationnel des pays du glaci n'est possible pour la bureaucratie que dans le cadre de l'assimilation structurelle, et que la « propriété capitaliste » que l'Etat russe possède dans le cadre d'économies russes à l'étranger constitue un point de départ, un pis-aller temporaire, et non pas une situation idéale comme le pense Marcoux, situation idéale qui « enlève à la bureaucratie tout intérêt à poursuivre l'assimilation ».

Marcoux rétorquera : « Mais du point de vue de l'ouvrier allemand », il n'y a aucune différence entre le régime de la propriété capitaliste et celle de la « propriété soviétique » des usines dans lesquelles il travaille. Les « défaitistes » renchérisent et poussent cette idée jusqu'à l'absurde ». Et du point de vue de l'ouvrier, il n'y a aucune différence entre la propriété capitaliste et la propriété étatique en Russie ». Ces arguments sont des exemples typiques du matérialisme vulgaire, d'incapacité d'élever sa pensée au niveau d'une compréhension du processus historique. Certes, du point de vue des grammes de pain que l'ouvrier peut acheter avec son misérable salaire dans l'immédiat, il n'y a pas grande différence pour lui entre la « propriété soviétique » et la « propriété capitaliste ». De même n'y a-t-il aucune différence entre le sort misérable des paysans « pillés » par les usuriers dans la Chine des Mandarins et dans celle de Tchang-Kai-Chek. Mais la différence historique entre l'usure, pointe avancée d'une économie marchande, et l'usure, instrument du capital financier est énorme, même si elle ne change pas dans l'immédiat le sort du paysan. Et cette différence historique finira dans un délai historique plus ou moins bref d'influencer de façon décisive également le sort immédiat des exploités.

La même chose est vraie pour la « propriété soviétique ». Si par la constatation empirique « que du point de vue de l'ouvrier, il n'y a aucune différence entre la propriété capitaliste, la propriété collective russe et la propriété soviétique en Allemagne », on veut dire qu'il est de notre devoir de lutter pour des meilleures conditions de vie et de travail pour le prolétariat dans ces trois cas, alors nous sommes tout à fait d'accord. Mais était-ce vraiment nécessaire de nous rappeler cela ? Si cependant on voulait en déduire que les objectifs de cette lutte seraient dans les trois cas les mêmes, alors on arriverait à des monstruosités économiques. Dans les pays capitalistes, les conditions de vie misérables sont impliquées dans les rapports de propriété capitalistes ; nous pensons qu'on ne peut y défendre l'intérêt des travailleurs de façon conséquente qu'en luttant pour le renversement de ces rapports de propriété, pour l'expropriation des capitalistes. En Russie, la misère des travailleurs n'est pas impliquée, mais au contraire en contradiction avec les rapports de propriété. Il ne faut pas détruire la propriété collective pour permettre la marche vers le socialisme, au contraire, il faut la défendre contre et la libérer de la mauvaise gestion des bureaucrates. En zone orientale de l'Allemagne, la propriété soviétique constitue un moyen d'exploitation des ouvriers allemands par l'Etat russe ; la forme de cette propriété y contient deux éléments contradictoires : mainmise russe et destruction de la propriété privée. Nous y lutterons pour le transfert de cette propriété d'entre les mains du Kremlin entre celles des travailleurs allemands. Qu'on accepte ces solutions ou qu'on les refuse, personne ne peut nier que le problème ne peut être abordé fructueusement du point de vue exclusif de la « situation immédiate des travailleurs ».

imposée à l'économie de ces pays. Sur la base de ces considérations sociales, Marcoux construit ensuite sa thèse de la « conquête de l'Etat bourgeois » par les partis staliniens.

Une première question est la suivante : comme Marcoux

démontre tout à fait correctement qu'il n'y a eu nulle « expropriation » de la bourgeoisie nationale des pays du « glaci », celle-ci continue par conséquent à exister en tant que classe. Quels sont dès lors ses rapports avec la bureaucratie ? Dans quelle mesure « tolère »-t-elle cette « hypothèse » de la part du Kremlin sur son économie ? Dans quelle mesure se heurte-t-elle à la bureaucratie dans sa propre lutte pour le maintien et l'augmentation de ses profits ?

Une deuxième question prend le problème par l'autre bout : dans quelle mesure la bureaucratie se heurte-t-elle au caractère capitaliste de l'économie, à l'existence du profit bourgeois, etc., dans la défense de ses propres intérêts dans les pays du « glaci » ? (Livraison au terme fixe des réparations ; augmentation des échanges commerciaux ; augmentation de la production dans les sociétés mixtes et les entreprises, propriété soviétique ?)

Il nous semble que ces deux questions sont d'importance fondamentale pour comprendre l'évolution des pays du « glaci » parce qu'elles posent le problème sous l'angle de la lutte des forces sociales en présence — ou du moins de deux forces essentielles parmi celles-là (nous reparlerons plus tard de la position du prolétariat et de la paysannerie). Marcoux non seulement ne répond pas à ces questions, il ne les pose même pas. Il se contente de nous rappeler que les réparations et autres impositions sur les pays ex-satellites, constituent une « hypothèque de huit années en principe, une traite perpétuelle en réalité ». Cela est exactement déterminé... d'après le parchemin des « conventions d'armistice et des traités de paix ! Mais le plan Dawes imposait également une « traite permanente » sur l'impérialisme allemand de la part de son concurrent français. Au lieu de durer « éternellement » ou même dix ans, il fut neutralisé dès 1933-34 par la politique hitlérienne. Les rapports de forces changés, réduisirent la valeur du « plan Dawes » à celui d'un bout de papier. L'avenir des pays du glaci et de leur bourgeoisie nous semble également dépendra de l'évolution des rapports de force, c'est-à-dire de la lutte des forces sociales en présence plutôt que des chiffres inscrits sur les traités de paix.

Dans la première phase après l'entrée des troupes russes, le *modus vivendi* qui s'établit entre la bourgeoisie indigène et la bureaucratie avait une base réelle et représentait l'intérêt mutuel. Le Kremlin avait derrière lui l'appui de l'impérialisme yankee, obtenu à Yalta, et pouvait d'après sa force militaire, dicter les conditions d'armistice désirées. La défaite et la montée révolutionnaire avaient pris la bourgeoisie « ex-satellite » à la gorge ; le stalinisme intérieur et extérieur apparaissait comme la seule force pouvant maintenir l'essentiel des privilèges de la bourgeoisie. Dans les pays ex-ennemis de l'Allemagne, la bureaucratie apparaissait le principal garant de l'extension de territoire obtenu par ces pays. Pour toutes ces raisons, la bourgeoisie accepta le *modus vivendi* avec la bureaucratie, donnant à celle-ci une « hypothèque » sur l'économie du pays comme un moindre mal évident, imposé par les circonstances. La bureaucratie voyait de son côté dans ce *modus vivendi* la seule possibilité d'obtenir le maximum de ressources, tout en endiguant la lutte des masses.

Mais cette première phase est maintenant terminée et remplacée par une seconde phase dans laquelle le *modus vivendi* est remplacé par une lutte sourde. Cela s'explique facilement par l'évolution économique et politique :

a) Économiquement, il ne s'est établi nulle forme d'intérêt commun entre la bourgeoisie indigène et la bureaucratie soviétique, comparable par exemple à la communauté d'intérêts relative existant entre une bourgeoisie coloniale et l'impérialisme. La bourgeoisie indigène des pays du « glaci » n'obtient de l'U.R.S.S., ni les crédits commerciaux ni les avances en capital nécessaires pour la reconstruction et l'épanouissement des économies de ces pays. Au contraire, plus la reprise économique se développe, plus ce besoin de crédits et de capitaux se fait sentir et plus, non seulement la bourgeoisie, mais même les gouvernements staliniens, sont obligés de se tourner vers l'impérialisme américain comme seule puissance capable de satisfaire actuellement ces besoins. Du point de vue des intérêts de la bourgeoisie, la liaison intime de l'économie du « glaci » avec celle de l'U.R.S.S. signifie réellement une « hypothèque » non seulement sur son état présent mais également sur ses possibilités futures, hypothèque dont elle doit essayer de se débarrasser le plus tôt possible.

D'autre part, le développement du secteur « russifié » et « étatisé » dans les différents pays du « glaci » se heurte en plus aux phénomènes classiques de toute « cohabitation » entre les secteurs pareils et les secteurs privés : « ciseaux » entre les prix agricoles et les prix industriels ; concentration de la richesse paysanne entre les mains d'une couche

de Koulaks, s'efforçant de réaliser au maximum la « valeur d'échange » de sa production en accentuant la liaison de l'économie nationale avec le marché mondial ; polarisation de toutes les forces conservatrices de la société autour du triangle : koulak-spéculateur-industriel moyen, qui domine de plus en plus la vie économique ; tendance à l'accumulation primitive de la part de la paysannerie riche et de la bourgeoisie moyenne voulant détruire les limites imposées au développement du capitalisme privé ; corruption progressive des fonctionnaires par la bourgeoisie disposant des moyens nécessaires. Ces phénomènes se produisent dans les pays du glaci dans des conditions infiniment plus défavorables qu'en Russie : pas de destruction préalable de la bourgeoisie, pas de nationalisation préalable du sol, pas de monopole préalable du commerce extérieur, pas d'élimination préalable du capital étranger, etc... La conclusion qui s'impose, c'est que, ou bien la bureaucratie sera forcée sous la pression économique d'abandonner progressivement le secteur étatisé, ou bien elle devra prendre des mesures de coercition économique contre la grande et moyenne bourgeoisie.

Il est d'ailleurs très intéressant de constater que les « théoriciens » staliniens les plus intelligents comprennent parfaitement ce mécanisme et reconnaissent eux-mêmes la permanence de la lutte de classe entre la bureaucratie soviétique et la bourgeoisie des pays du glaci. Voici ce qu'écrit à ce sujet Eugène Varga :

« La grande bourgeoisie, qui a encore une certaine (!) fonction prépondérante dans le commerce intérieur et extérieur (nous soulignons), lutte contre le nouveau régime et, sur le plan économique, cherche à spolier l'Etat et à discréditer le régime social. Grâce à ses agents payés qui se trouvent dans les administrations du secteur étatisé et dans l'appareil d'Etat, elle accumule des marchandises à vil prix (?), les cache, les envoie dans les pays étrangers ou les vend à l'intérieur seulement en échange d'or et de devises étrangères. Les représentants de la grande bourgeoisie cherchent à provoquer l'inflation, ou à accentuer l'inflation qui existe, afin de susciter (!) le mécontentement des travailleurs et de les rendre adversaires politiquement au nouveau régime.

« En d'autres termes, dans les pays de la démocratie nouvelle il ne règne pas une paix idyllique, mais au contraire, une lutte de classes serrée s'y développe... »

(E. Varga. « Qu'est-ce que la démocratie d'un type nouveau ? » — « Rinascita », revue théorique du P.C. Italien, juin 1947).

Il nous semble que Varga est ici beaucoup plus « réaliste » que Marcoux.

b) Politiquement, l'impérialisme américain donne une impulsion à toutes les forces réactionnaires, bourgeoises et petites bourgeoises, qui veulent soustraire leur pays à l'influence soviétique et stalinienne prépondérante sur l'armée, la police, etc., afin de les ramener dans la sphère d'influence stratégique de l'impérialisme américain. A mesure que la pression américaine s'accroît, la bureaucratie est elle-même forcée pour ses raisons de « sécurité » de « liquider » des milieux politiques bourgeois souvent précisément ceux avec lesquels le premier *modus vivendi* fut établi (ainsi, récemment en Roumanie, on arrêta une série d'anciens ministres des premiers gouvernements d'après l'armistice avec l'U.R.S.S.).

Cette lutte n'est pourtant, à ce moment encore, qu'une lutte sourde :

a) Parce que économiquement et politiquement la bourgeoisie est tellement affaiblie dans ces pays qu'elle est incapable de passer à une offensive très large.

b) Parce que le prolétariat reste la force prépondérante sur l'échiquier intérieur et est loin d'être définitivement démoralisé ou découragé par les staliniens.

Les oscillations des rapports de forces impliquent la conclusion d'une série de compromis instables successifs dont la Hongrie a été le théâtre par excellence. Etant donné le caractère de compromis de tous les nouveaux règlements qui se succèdent dans les pays du glaci, la bureaucratie soviétique qui, nulle part « n'élimina » définitivement la bourgeoisie a dû faire à son tour certaines concessions en échange des avantages successifs qu'elle obtenait. Elle a dû, par exemple, en Finlande, revoir et diminuer les quotes-parts annuelles des livraisons de réparations. En Hongrie, l'Etat est venu en aide aux industriels endettés et a repris leurs dettes à son compte. En Bulgarie, le régime de Dimitroff a solennellement garanti les droits de propriété de la paysannerie, mis en question un an auparavant. Mais chacun de ces compromis loin d'être définitif, ne fait que préparer une nouvelle étape de lutte entre la bureaucratie stalinienne et la bourgeoisie nationale.